



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-et-finance-le-pouvoir-des-lobbys-contre>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nucléaire et finance : le pouvoir des lobbys contre la démocratie**

2 novembre 2017

Nucléaire et finance : le pouvoir des lobbys contre la démocratie



Le secteur de la finance et celui de l'énergie nucléaire sont deux piliers du capitalisme français. Malgré leurs différences apparentes, ils ont de nombreux points communs, à commencer par leur imbrication étroite avec l'appareil d'État, leur dépendance envers le soutien des pouvoirs publics, et leur capacité à étouffer les alternatives. À l'occasion du Forum social mondial antinucléaire, une note publiée conjointement par l'Observatoire des multinationales et Attac France dresse le portrait de ces deux puissants lobbys qui pèsent de tout leur poids sur la politique française.

Finance et nucléaire : deux mondes qui semblent, à première vue, bien loin l'un de l'autre. D'un côté, des transactions financières de plus en plus folles et démesurées qui se jouent des frontières et pénètrent tous les segments de l'économie. De l'autre, un secteur industriel construit, en France, sous l'égide de l'Etat, dans une perspective de souveraineté énergétique et de puissance militaire. Deux mondes à part.

A y regarder de plus près, pourtant, les points communs entre ces deux secteurs clé du capitalisme français sont nombreux et révélateurs. Nucléaire et finance se caractérisent par une profonde imbrication des intérêts privés et publics au sein de réseaux installés au cœur des institutions. Ces réseaux forment une technostructure qui prétend incarner la "grandeur de la France", tout en étant gouvernée par une logique d'accumulation et de profit.

Finance et nucléaire ne survivent, en réalité, que grâce à des apports massifs d'argent public, tout en déniaient les crises à répétition et les risques qu'ils font peser sur l'économie et la société. Ils ont aussi en commun leur capacité à imposer leurs intérêts aux pouvoirs publics, à empêcher tout changement de direction véritable, et à étouffer les alternatives.

Ce sont enfin deux symboles éminents des échecs et des reniements de la présidence de

François Hollande. La loi de “séparation” bancaire de 2013 n’a introduit que des changements cosmétiques, malgré les promesses électorales de 2012. La centrale de Fessenheim est encore ouverte en 2017, et la loi de transition énergétique de 2015 est restée totalement muette sur les moyens concrets d’atteindre les objectifs de réduction de la part du nucléaire en France.

Aujourd’hui, alors que la France est désormais directement gouvernée par un Président de la République ayant fait ses armes dans une banque d’affaires et un Premier Ministre ancien lobbyiste en chef d’Areva, le besoin d’un changement de direction économique et démocratique est plus urgent que jamais.

Lire la note Nucléaire et finance  : le pouvoir des lobbys contre la démocratie <https://multinationales.org/IMG/pdf/note_nucleaire-finance-print.pdf> , publiée par l’Observatoire des multinationales et Attac France à l’occasion du Forum social mondial anti-nucléaire.